

Frucht, Kuo Oang  
Import in de Republiek  
1866

1921 I

37

1921 I 34



DISCOURS  
CONTRE L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN  
IMPOT SUR LE REVENU

PRONONCÉ

PAR M. THIERS

LE 26 DÉCEMBRE 1871, A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PARIS

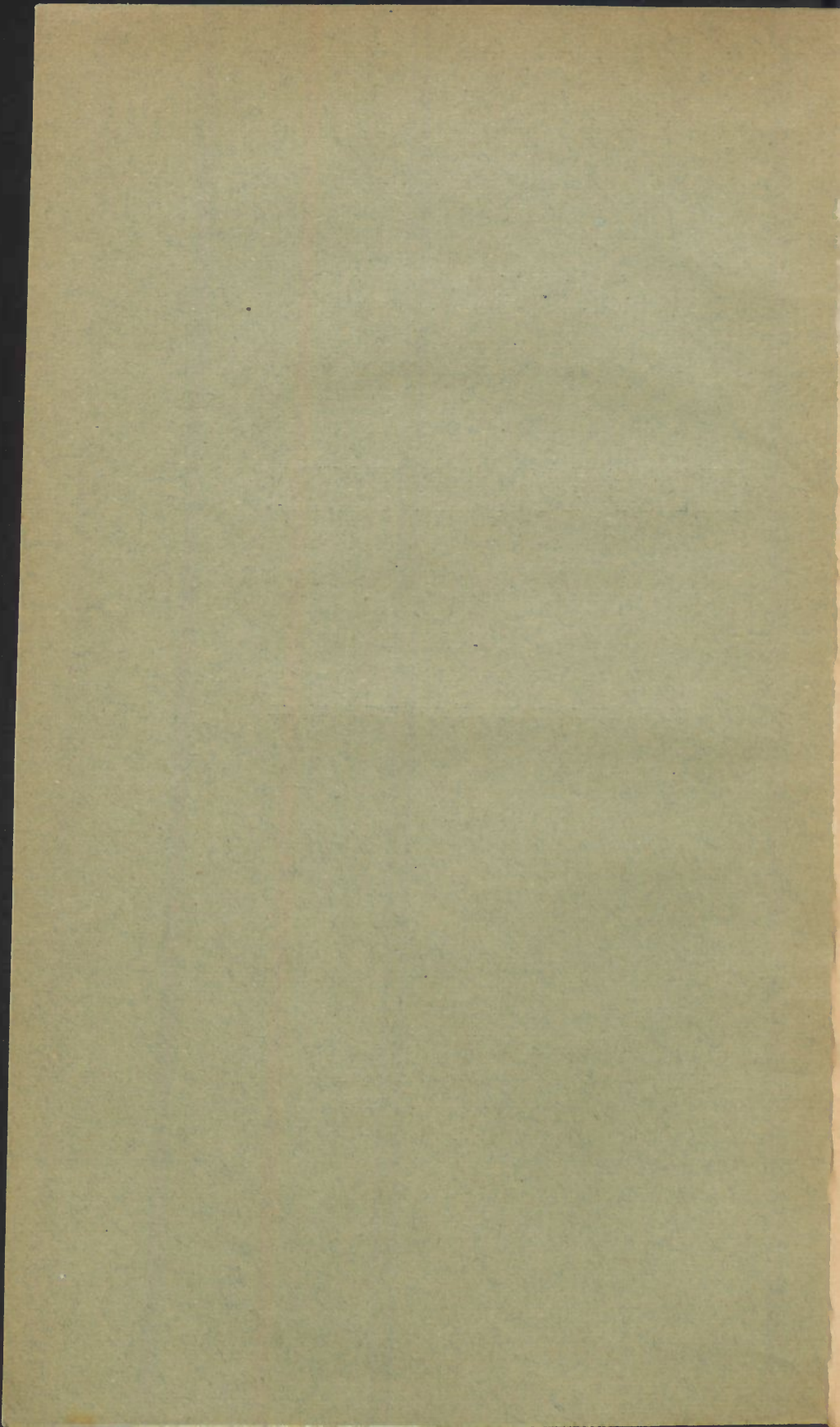
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

3, RUE AUBER, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

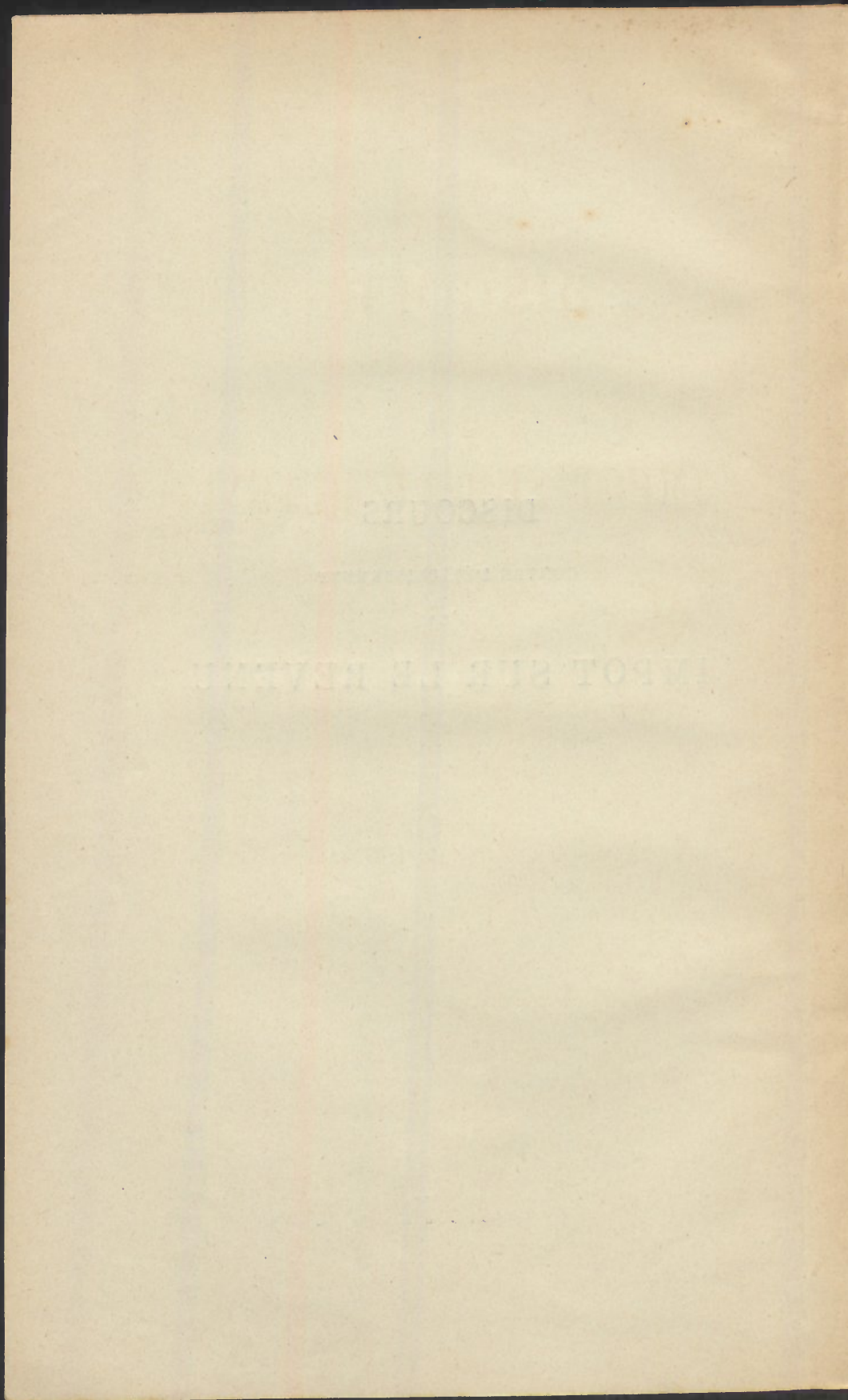
1896





DISCOURS  
CONTRE L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN  
IMPOT SUR LE REVENU

17





DISCOURS  
CONTRE L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN  
IMPOT SUR LE REVENU

PRONONCÉ

PAR M. THIERS

LE 26 DÉCEMBRE 1871, A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

3, RUE AUBER, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1896



La Commission chargée de l'examen du projet de loi rectificatif du budget de l'exercice 1871 avait proposé, à l'effet, disait-elle, d'amortir plus rapidement les charges imposées à la France par la malheureuse guerre de 1870, des taxes sur certains revenus et profits qu'elle répartissait en quatre classes. Dans la première étaient compris, à l'exception des rentes françaises et fonds publics français, les revenus des diverses valeurs mobilières étrangères et françaises ; dans la seconde, les pensions, traitements, salaires publics ou privés, et toutes les rémunérations attachées à une fonction quelconque ; dans la troisième, les intérêts des créances de toute nature et rentes servis par les particuliers, à quelque titre que ce fût ; dans la quatrième, enfin, les bénéfices nets de la Banque, du commerce, de l'industrie, des offices ministériels, etc.

L'impôt proposé devait donc frapper, non pas, comme en Angleterre, l'ensemble des revenus de chaque particulier, mais seulement des revenus déterminés. De plus, au lieu d'avoir le caractère d'impôt personnel et par conséquent vexatoire de l'*income tax*, il n'était, ainsi que le disait M. Casimir-Perier dans son rapport, qu'un impôt réel assis sur le revenu des capitaux possédés par chaque contribuable. Le rapport avait été déposé le 31 août. Mais, à raison des vacances prises par l'Assemblée, la discussion sur le projet de la Commission ne put être entamée que le 22 décembre.



Ce projet fut vivement attaqué, d'une part, par M. Pouyer-Quertier, Ministre des Finances, qui prétendit que les propositions de la Commission étaient beaucoup trop étendues et devaient être restreintes à quelques valeurs seulement indiquées dans le projet de budget de 1872 qui venait d'être présenté à l'Assemblée; et, d'autre part, par M. Germain, qui soutint que ce n'étaient pas quelques revenus seulement qu'il fallait frapper, mais bien tous les revenus, ainsi que cela se faisait en Angleterre, en exceptant toutefois ceux qui n'atteignaient pas un chiffre déterminé. Ce dernier système, combattu par M. Teisserenc de Bort dans un remarquable discours, fut vivement appuyé par M. Wolowski, qui le formula même en proposition spéciale au sujet de laquelle M. Thiers prononça le discours suivant.

---

DISCOURS  
CONTRE L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN  
IMPOT SUR LE REVENU

---

Messieurs,

Je dois tout de suite préciser la question dont il s'agit, et déterminer celle que je veux aujourd'hui traiter devant vous.

Il y a l'impôt sur le revenu en général, ayant pour but d'atteindre toutes les ressources des contribuables à la fois, celui qu'en Angleterre on appelle l'*income tax*, qu'on appelle du même nom en Amérique et qu'on nous propose d'introduire en France; et il y a l'impôt sur les diverses espèces de revenus que l'on peut chercher à atteindre, si l'un de ces revenus n'est pas atteint déjà par l'impôt.

Quant à la première question, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu en général, c'est celle que je veux traiter aujourd'hui; pour la seconde, elle sera pour nous l'objet d'un examen détaillé, impôt par impôt, lorsque nous entrerons dans le détail des propositions de la commission. (*Assentiment.*)



Ainsi il ne peut y avoir de confusion ni de malentendu entre nous : c'est de l'impôt sur le revenu en général que je vais vous entretenir en ce moment.

Je dois vous le dire, j'ai hésité à monter à cette tribune, non pas que ma conviction ne soit profonde, irrévocable, sur le fond même du débat; mais j'avais entendu de part et d'autre de si excellentes choses, surtout contre l'impôt sur le revenu, que je craignais de vous apporter ici des redites. Cependant j'ai pensé que, sur un sujet si grave, qui est à la fois financier, politique, social... (*C'est vrai! — Très bien! Très bien!*), il n'était pas possible que le gouvernement, bien que son opinion vous fût connue, que le gouvernement, devant le pays, devant la société française, ne fit pas entendre sa voix. (*Approbation.*)

J'ai aussi pensé que, s'il avait été dit d'excellentes choses, il en restait cependant encore quelques-unes d'utiles à dire; j'ai pensé, surtout, qu'il fallait réunir et resserrer dans un même cadre et celles qui ont été dites et celles qui restent à dire, pour que, dans ce cadre commun, elles produisissent sur les esprits cet effet décisif qu'une discussion ne peut produire que lorsqu'elle est présentée dans son ensemble, avec précision, avec concision, et sans rien négliger d'essentiel.

Je viens donc vous faire entendre la pensée du gouvernement sur ce grand sujet, et en même temps essayer de renfermer dans le cadre le plus étroit tout ce qu'on en peut dire d'utile.



Vous le savez, Messieurs, le pays a de grandes charges à porter. Il montre un noble courage à vouloir loyalement les porter toutes; mais, nous pouvons le lui dire sans rentrer dans l'examen du passé, ce n'est pas à nous qu'il doit s'en prendre si ces charges sont si lourdes.

Eh bien, à quelles sources faut-il s'adresser? Sans doute, il était naturel, dans ce moment si critique, de songer à cet impôt sur le revenu qui, depuis quelques années, a été préconisé tant de fois par des écrivains distingués. On pouvait songer aussi, comme l'a fait le gouvernement, comme la commission l'avait fait avant lui, à ces diverses espèces de revenus qui, dit-on, ne se trouvent pas atteints.

En dernier lieu on pouvait, comme le gouvernement y a songé, et comme il y songe encore, tout en laissant le choix à l'Assemblée, après qu'il aura fait tout ce qu'il aura pu pour l'éclairer, on pouvait songer à frapper sur les matières premières un impôt qui a besoin d'être examiné de très près, et qui, examiné de très près, ne présentera peut-être pas tous les inconvénients qu'on lui attribue.

Mais j'écarte et l'impôt sur les diverses espèces de revenus, et l'impôt sur les matières premières. Je m'applique uniquement à l'impôt sur le revenu.

On a fait à cet impôt des reproches divers. Je lui en fais deux, qui sont essentiels et que je crois décisifs.

Le premier, c'est que, dans notre état social, avec

notre système d'impôts, l'impôt sur le revenu fait double emploi : il atteint des revenus qui ont déjà été gravement frappés.

Le second reproche que je lui adresse, c'est qu'il est un impôt essentiellement arbitraire. Or, il ne faut de l'arbitraire nulle part ; mais surtout il n'en faut à aucun prix dans l'impôt.

Je vais essayer, Messieurs, de vous démontrer avec précision et brièveté, mais, je l'espère, d'une manière irréfragable que l'impôt sur le revenu fait double emploi, et, d'une manière non moins irréfragable, qu'il est arbitraire, et que, dans l'état actuel de notre société, il est l'arbitraire le plus redoutable qu'on puisse imaginer. (*Marque d'assentiment à droite et au centre.*)

Pour vous bien montrer à quel point il fait double emploi, il faut, Messieurs, que vous me permettiez de vous exposer quel est le système de l'impôt en France et de le comparer au système de l'impôt en Angleterre. Puisque l'impôt sur le revenu est emprunté à notre voisin, il faut que je vous fasse voir combien la société française et la société anglaise sont différentes, combien sont différents les deux systèmes d'impôts, pourquoi ils doivent l'être, et à quel point il est vrai d'affirmer que nous ferions un contresens en voulant introduire en France l'impôt sur le revenu.

En France, lorsqu'on parle de l'impôt en général, il arrive trop souvent qu'on oublie une chose, c'est que notre système d'impôts est l'œuvre la plus laborieuse,



la plus intelligente, la plus équitable, de la Révolution française; qu'en France, la révolution sociale de 89 a eu, je ne dis pas pour objet unique, mais pour un de ses objets principaux, pour une de ses conséquences les plus certaines, les plus bienfaisantes, la répartition de l'impôt de beaucoup la plus équitable qu'il y ait dans toutes les sociétés européennes. (*Très bien!*)

Tout ce que l'on prétend faire aujourd'hui, la Révolution française l'a fait; je vais le démontrer.

On ne doit pas oublier qu'en Angleterre il n'y a pas eu de révolution sociale; il y a eu la liberté qui a fait beaucoup de bien, mais qui n'a pas tout fait.

En Angleterre, les propriétaires de la richesse étaient redevables envers l'impôt; la richesse devait quelque chose, elle devait beaucoup à l'impôt, et c'est pour cela qu'en Angleterre des hommes honnêtes, sincères, éclairés, ont, à diverses époques, songé à établir l'impôt sur le revenu, et qu'avec le temps, cet impôt a fini par devenir moins onéreux, moins arbitraire qu'au début. Il l'est encore assez pour qu'en Angleterre on en demande l'abolition; il l'est assez, il faut que vous le sachiez, pour que le président de la république des États-Unis en demande aujourd'hui l'abolition immédiate. (*C'est vrai! Très bien! Très bien!*)

Messieurs, je vous prie de me permettre d'entrer ici dans quelques détails. Je tâcherai de ne pas vous y arrêter trop longtemps; mais ces détails sont indispensables.



Je dois analyser notre budget et le prendre tel qu'il était avant la guerre calamiteuse de 1870.

Comme je vous l'ai dit bien des fois, vous vous rappelez que nos budgets étaient arrivés successivement au chiffre total de 2 milliards 100 millions. La guerre de cette année a porté notre budget à 2 milliards 750 millions, chiffre énorme, sans exemple chez aucune des nations de l'Europe.

Je laisserai de côté cette augmentation inévitable de 650 millions, parce que je crois que la proportion entre les divers impôts n'en restera pas moins la même, et que d'ailleurs vous n'êtes pas encore fixés sur la répartition que vous ferez de cette somme totale entre les contribuables qui doivent l'acquitter.

Je prends donc le budget français sortant des mains de l'Empire, avant la guerre, et je vais vous donner, en moyenne, les chiffres principaux.

Le budget dit ordinaire était, en moyenne, de 1 milliard 650 millions.

Le budget faussement qualifié d'extraordinaire, car il était permanent et perpétuel, était de 150 millions. Les deux budgets réunis montaient donc à 1 milliard 800 millions.

Il y a eu, dans ce total du budget, des écarts variant de 20 à 30 millions, suivant les années; mais on peut affirmer que le budget ordinaire et le budget extraordinaire s'élevaient ensemble, en moyenne, à 1 milliard 800 millions.

Il y avait ensuite le budget qualifié de spécial, qui

n'était que le budget départemental antérieur à l'Empire, qu'on avait toujours compris dans le total du budget général, et qui était de 300, de 310, de 320 millions, plus ou moins ; ce qui conduisait à un total général et définitif de 2 milliards 100 millions.

Il y a eu quelquefois, selon les années de paix ou de guerre, 2 milliards 100 millions, 2 milliards 200 millions, 2 milliards 300.

Ce budget moyen de 2 milliards 100 millions peut se décomposer en deux masses principales. L'une de ces masses, montant à 1 milliard  $3\frac{1}{4}$  millions, porte en entier, vous allez le voir, sur la propriété, sur les personnes imposées suivant leur richesse, ou plutôt suivant leur aisance, car dans la France, aussi riche selon moi qu'aucun autre pays de l'Europe, le mot de richesse est moins juste que celui d'aisance. (*C'est vrai ! C'est vrai ! Très bien !*)

L'autre masse qui, à première vue, est de 1 milliard 50 ou 60 millions, porte sur les consommations, et vous verrez tout à l'heure que cette somme se réduit à 750 millions.

Je vais d'abord détailler la première de ces deux masses, celle qui, suivant moi, porte sur la propriété et sur l'aisance, graduée d'après le bien-être et d'après la fortune connus.

Ce que nous appelons les contributions directes s'élève, dans le budget qui est le sujet de mes observations, à 582 millions. Il y a là environ 320 millions pour l'impôt foncier, 57 millions pour l'impôt des por-



tes et fenêtres, 93 millions pour l'impôt personnel et mobilier et 110 millions pour les patentes.

Je n'ai pas besoin d'entrer dans beaucoup de détails pour vous faire comprendre quel est l'objet de ces divers impôts. Celui de 320 millions porte sur les produits de la terre qui, en France, est cadastrée, c'est-à-dire minutieusement et parfaitement décrite; la propriété bâtie n'est atteinte qu'accessoirement. Mais les auteurs de la Révolution, les auteurs de notre système actuel d'impôts ont pensé qu'il fallait saisir la propriété bâtie d'une manière plus précise, plus nette encore, et ils ont imaginé l'impôt sur les portes et fenêtres.

Quand on se permet de parler légèrement et calomnieusement de nos impôts, on dit que nous avons mesuré l'air et la lumière et que le fisc fait payer l'air et la lumière. Ce sont là des propos assez légers et assez faux.

L'intention des auteurs de notre système d'impôts a été de saisir la propriété bâtie et de la saisir en proportion de son luxe. Or il est incontestable que le nombre des ouvertures dans les propriétés bâties est le signe le plus caractéristique du luxe, du bien-être, de l'importance de ces habitations. (*C'est cela! Très bien!*)

Vous avez donc 320 millions sur les produits de la terre et de la propriété bâtie, et vous avez 57 millions qui portent essentiellement sur le plus ou moins de luxe ou d'aisance de la propriété bâtie.

Ces deux impôts réunis forment le chiffre de 377 mil-



lions, portant incontestablement sur la propriété. Il est vrai qu'il y a le petit contribuable, je ne le conteste pas, mais le petit contribuable, c'est le contribuable qui a cessé d'être ce qu'on appelle, bien à tort à mon avis, prolétaire, et qui est devenu propriétaire.

Après la terre et la propriété bâtie, nos contributions directes ont voulu atteindre les personnes : c'est là le but de l'impôt mobilier, de l'impôt personnel et de l'impôt des patentes.

Avant la Révolution, il y avait l'impôt dit de capitation, impôt très ancien qui remonte à l'antiquité : c'est l'impôt sur la tête, sur l'individu lui-même. Eh bien, la Révolution française, dans ses intentions d'équité, n'a pas voulu frapper l'individu par cela seul qu'il existait, et l'on a ajouté à la capitation les valeurs locatives.

Qu'est-ce donc, chez nous, que l'impôt personnel et mobilier?

Pour le définir avec exactitude, on peut dire que c'est la capitation graduée selon l'aisance. (*Marques d'assentiment.*)

Ainsi, s'il y a un signe frappant, incontestable, de l'aisance, c'est le luxe de l'habitation, et la capitation graduée sur cette échelle est, en réalité, un impôt sur l'aisance, sur la fortune du contribuable. Ce qui le prouve, c'est que, dans l'impôt mobilier, la partie correspondante à l'ancienne capitation, les trois journées de travail, d'une valeur réelle de 5 ou 6 francs, mais qu'on a réduites, pour effacer absolument le caractère

de l'ancienne capitation, à une moyenne de 3 francs par tête, est, dans certaines cotes, de 10, de 15, de 20 francs, quelquefois moins; et l'impôt mobilier peut s'élever jusqu'à 10,000 francs, suivant la fortune des individus. Quand il s'agit de grands établissements comme les chemins de fer, qui ont de vastes bureaux, l'impôt mobilier peut monter jusqu'à 150,000 et 200,000 francs.

C'est donc là évidemment un véritable impôt sur le revenu manifesté par le plus ou moins de luxe de l'habitation qu'on occupe. Eh bien, l'impôt personnel et mobilier, qui, je le répète, est une capitation graduée, est de 93 millions, presque la moitié de l'*income tax* en Angleterre.

Maintenant on s'est dit que ce n'était pas tout que d'atteindre l'individu ou la personne en lui demandant un impôt proportionné au luxe ou à la commodité de son habitation; on a reconnu qu'il fallait atteindre l'individu sous d'autres rapports encore, suivant sa profession; car il n'y a qu'à jeter le coup d'œil, je dirai le plus rapide, sur la société tout entière, pour reconnaître qu'il y a entre les professions et leurs produits des différences énormes. Alors on a classé en France toutes les professions; on les a divisées en plusieurs séries, qui payent chacune un impôt différent.

On a même pensé que ce n'était pas encore assez. Prenons l'exemple d'un banquier, si vous le voulez bien. On ne peut pas faire plusieurs classes de pa-



tentes pour plusieurs classes de banquiers, et l'on s'est demandé comment on pouvait frapper un impôt équitable... Je prends le banquier, mais je pourrais faire le même raisonnement sur d'autres professions. Pour celle-là, on a bien vu qu'on ne pourrait pas diversifier toutes les classes de banquiers. Mais on a imaginé un moyen très sage, très sensé, et qui atteint le but, c'est, pour les banquiers ou telle autre classe de négociants, d'industriels, de combiner l'impôt de la patente avec celui du loyer, c'est-à-dire avec l'importance des bureaux. Ainsi, d'abord, la capitation a été graduée d'après le logement, et la patente l'a été de même; c'est ainsi que, pour tel banquier, vous aurez 2,000 francs de patente, et que vous en aurez 10,000 pour tel autre.

C'est un second impôt dirigé... j'allais dire contre les personnes, mais non, je dirai vers les personnes, et qui, après avoir fait peser sur elles l'impôt personnel et mobilier, soit 93 millions, fait peser encore sur elles 110 millions pour les patentes.

Voilà donc, pour cette première partie de la masse du premier milliard, 582 millions portant sur la propriété et sur les personnes, en proportion de leur aisance, en proportion de leurs revenus. Et, si vous prenez ces deux derniers impôts, dirigés vers les personnes, celui de 93 millions pour le mobilier et le personnel, celui de 110 millions pour les patentes, vous avez environ 200 millions bien évidemment dirigés



vers l'aisance, vers la fortune, somme égale à l'*income tax* en Angleterre.

Mais est-ce tout ? Les auteurs de notre Révolution se sont-ils bornés à atteindre ainsi la propriété ? Non, ils ont fait cette réflexion, qui est très vraie, que la propriété dont je viens de parler, c'est la propriété immobilisée. Mais la propriété est sans cesse en mouvement, sans cesse elle change de mains : elle se vend, elle se donne, plus rarement (*Sourires*), mais elle se donne aussi ; par les testaments, par les successions on en hérite, et enfin on se la dispute devant les tribunaux. Eh bien, c'est là le grand objet de cette portion de vos contributions qu'on appelle le timbre et l'enregistrement, et qui, celle-là, porte exclusivement, complètement, sur la propriété. (*Très bien !*)

Ainsi les mutations mobilières payent 25 millions ; les mutations immobilières, 142 millions ; les donations, 17 millions ; les successions, 99 millions, à peu près 100 millions ; les divers actes civils et administratifs, environ 50 millions ; les frais de greffe et de justice, 35 millions ; le timbre, marqué sur le papier qui sert dans toutes les transactions, 89 millions.

Cette seconde portion de l'impôt de 458 millions porté donc sur tous les déplacements de la propriété, qui, comme je vous le disais, tantôt se vend, tantôt se donne, tantôt s'acquiert par succession, tantôt par testament, ou enfin vient se débattre devant la justice.

En conséquence, pour la première masse, les con-

tributions directes se montent à 582 millions ; les contributions sur le timbre et sur toutes les mutations à 452 millions ; soit 1 milliard 34 millions.

Voilà une moitié déjà de nos impôts, 1 milliard 34 millions, qui porte ou sur la propriété transmise sous toutes les formes, ou enfin sur les personnes conformément à leur aisance, démontrée, non pas vaguement, non pas parce qu'il plaira à tel ou tel de l'appeler la richesse, mais démontrée par le signe le plus certain, par la valeur de la location, par le luxe de l'habitation. (*Très bien ! Très bien !*)

A ne considérer que cette première moitié de nos impôts, je demande qui peut contester qu'une suprême justice ait présidé à cette distribution de l'impôt.

Je passe à la seconde masse : elle est également de 1 milliard, 20, 30, 40, 50 millions ; il n'y a jamais là de chiffre permanent. Ce chiffre varie sans cesse.

Dans cette seconde moitié de notre budget, quelle est la partie qui provient d'impôts ? C'est environ 750 à 800 millions d'impôts de consommation.

Il y a, en outre, à peu près 250 à 300 millions qui ne proviennent pas de l'impôt, qui proviennent des domaines de l'État, des forêts, par exemple ; mais c'est un produit qui est la fortune même de l'État, c'est son bien, c'est le bien des générations antérieures, il n'appartient à aucune classe : il appartient à cette grande chose qu'on appelle la France. (*Très bien !*) Ce produit est tantôt de 40, tantôt de 50 millions ; il sera de 50 millions



probablement cette année. Cela dépend des coupes.

Il y a ensuite les postes, 93 millions. C'est un service, et c'est une question au Ministère des Finances de savoir si l'État fait un bénéfice sur ce service; cela est fort douteux, mais enfin c'est un service public. Il y a ensuite les télégraphes; il y a les produits universitaires, les produits de l'Algérie, les retenues sur les pensions; il y a encore une foule de petits impôts, plus ou moins productifs; il y a la vente des poudres à feu, 13 ou 14 millions; il y a certains droits de navigation qui portent sur les choses et non sur les personnes. Tout cela forme une masse de 250 à 300 millions (à peu près 250 dans le budget qui est l'objet de mon examen), qu'il faut laisser de côté, car cette ressource n'est pas empruntée à l'impôt.

Le produit des impôts de consommation est donc estimé à 750 millions dans le budget de 1870. Pour cette année, ce n'est que 726: ce sera davantage l'année prochaine.

Quelle est, dans ces 750 millions, la part qui porte sur ce que j'appelle l'aisance, et celle qui porte sur l'homme qui vit de ses bras, de son travail quotidien?

C'est là, Messieurs, une supputation très difficile, et qu'on ne peut faire que très approximativement. Je viens vous présenter une supputation; mais, si l'on peut mettre 50 millions de plus ou de moins d'un côté ou de l'autre, le fond de la chose restera le même, comme je vais vous le prouver.



Voici l'énumération de ces impôts. Cette énumération est indispensable pour qu'on puisse en faire l'attribution à une classe ou à une autre.

Les douanes donnent . . . .	72 millions	
Les sucres, pour lesquels les impôts sont perçus, les uns par l'administration des douanes, les autres par l'administration des contri- butions indirectes représen- tent . . . . .	117	millions
Les boissons . . . . .	250	—
Les tabacs . . . . .	254	—
Les sels . . . . .	33	—
<hr/>		
Total . . . . .	726 millions	

Je crois qu'on serait dans le vrai le plus rigoureux en partageant également cette masse d'impôts entre les classes qu'on peut qualifier d'aisées ou qui possèdent, et les classes qui vivent du travail de leurs bras.

Je vais d'ailleurs décomposer cette supputation devant vous, messieurs, et vous verrez si je suis fondé à dire, pour être équitable, il faut la partager par moitié entre la classe qui possède et celle qui n'a que ses bras.

Les douanes, vous ai-je dit, rapportent 72 millions.

Il y a, à peu près, 30 millions pour les cafés, les cacaos, etc. ; 26 millions pour les tissus de luxe ou des objets de modes, que nous empruntons, heureusement pour une faible somme, à l'étranger, auquel à notre tour, nous en donnons pour une valeur de plus d'un milliard; il y a, à peu près, de ce chef, ai-je dit, de 25 à 30 millions.

Il y a ensuite les houilles, les machines, qui, avec d'autres contributions, s'élèvent à 12 millions et complètent la somme de 72 millions.

Je crois qu'on peut, sans partialité, dire que ces 72 millions sont en grande partie imputables aux classes aisées.

Quant aux sucres, si nous étions en Angleterre, je les partagerais par moitié, parce qu'en Angleterre le peuple même use de boissons chaudes, lesquelles absorbent une grande quantité de sucre.

Je crois cependant qu'il est vrai de dire que, quant aux sucres, c'est beaucoup d'en imputer pour 17 millions aux classes laborieuses... aux classes qu'on appelle laborieuses en les flattant un peu, car nous sommes laborieux aussi, nous, Messieurs... (*Sourires d'approbation*), et je demande la permission, quant à moi, de me ranger dans les classes laborieuses. (*Oui ! Oui ! — Vous en avez bien le droit !*)

Quant aux impôts sur les boissons, il faut être juste : les classes qui travaillent de leurs bras en portent la plus grande partie. L'impôt est de 250 millions. J'ai vu faire beaucoup de calculs, j'en ai fait moi-même



beaucoup, pour chercher à qui on devrait équitablement imputer cette charge. Pour les vins fins, les vins d'une grande valeur, la part qui revient aux classes aisées sur les impôts est de 8 pour 100 à peu près : sur 250 millions, ce serait 20 millions.

Restent donc 230 millions. Ce qu'on appelle les classes moyennes acquittent certainement une portion considérable de cet impôt, car il porte surtout sur des vins qui sont ordinaires, mais dont la valeur est rarement accessible aux classes inférieures. Cependant, pour qu'on n'en me fasse pas de reproche de vouloir trop charger les uns et trop décharger les autres, j'ai supposé que, pour les boissons, il y avait d'abord 20 millions payés incontestablement par les classes aisées, à cause du prix des vins fins, et, sur ce qui restait, j'ai mis ensuite seulement un cinquième au compte des classes aisées. Sur 230 millions, c'est donc 46 millions.

Enfin viennent les tabacs, qui rapportent 254 millions. Ici nous avons des points de repère. Les tabacs, dits supérieurs, supérieurs à cause de leur prix... (*On rit*) et dans lesquels... Messieurs, permettez-moi de vous le dire très modestement, vous avez eu plus d'esprit que moi. (*Nouveaux rires.*) On appelle, dans l'administration des contributions indirectes et dans notre budget, tabacs supérieurs ceux qui coûtent un cinquième de plus que les autres, et qui sont rangés dans la catégorie de ceux qui servent aux classes aisées. Cela représente 52 millions.



Il y a ensuite 70 millions pour les tabacs à priser. Il est connu de tout le monde que ce tabac sert surtout aux personnes sédentaires, et dans le nombre il n'y a pas beaucoup d'ouvriers; il est pourtant vrai de dire qu'il y a des familles d'ouvriers dans lesquelles s'introduit l'usage du tabac à priser. Si l'on en attribue la moitié à chacune des deux classes, je crois qu'on sera tout juste dans le vrai.

Enfin, sur les 132 millions du tabac à fumer on accordera bien que les classes aisées fument pour 20 millions.

*Sur divers bancs.* — Oui! Oui! même davantage.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — Davantage probablement. J'ai voulu être parfaitement modéré pour faire éclater à tous les yeux d'une manière plus évidente la justice de notre grand système d'impôts, car il est bon que le peuple français sache que les hommes qui, en 1789, l'ont affranchi, ont voulu lui procurer une équitable répartition des charges sociales... (*Très bien! Très bien!*) Il est bon qu'il sache qu'il jouit encore de ce bienfait, afin qu'il ne s'en prenne pas à une société qui est juste et équitable envers lui. (*Vives marques d'approbation.*)

Reste enfin le sel. Il est vrai que, bien que les classes aisées fassent usage du sel, la plus grande partie de cet impôt porte sur les classes populaires. C'est 33 millions.

Maintenant, voici, dans ces deux masses d'impôts formant notre budget, la portion qui pèse sur les

classes aisées, d'après la supputation que je viens de faire devant vous.

Douanes. . . . .	62 millions
Sucres . . . . .	100 —
Boissons . . . . .	66 —
Tabacs . . . . .	107 —
<hr/>	
Total . . . . .	335 millions

La portion qui pèse sur les classes populaires se décompose ainsi :

Douanes. . . . .	10 millions
Sucres . . . . .	17 —
Boissons. . . . .	184 —
Tabacs . . . . .	147 —
Sel. . . . .	33 —
<hr/>	
Total. . . . .	391 millions

Eh bien, dans cette deuxième masse du budget, montant à 1 milliard 20, 30, 40, ou 50 millions, il y a, comme je l'ai dit, 250 à 300 millions qui proviennent des propriétés de l'État et de divers revenus qui ne sont pas des impôts.

Restent 750 millions à peu près, pour le budget de 1870, 726 millions, dont 335 pèsent sur les classes aisées, et 391 millions, en chiffres ronds 400 millions, sur les classes qui n'ont d'autre ressource que le travail de leurs bras.



Tel est donc le résultat : la première masse représente 1 milliard 34 millions, portant, comme je vous l'ai dit, sur les personnes classées d'après leur aisance, et pour la plus grande partie, pour 800 millions, sur la propriété dans tous ses états.

Ajoutez maintenant les 335 millions ; vous voyez que c'est 1 milliard 350 à 1 milliard 400 millions qui portent, en France, sur les classes propriétaires et aisées ; et que c'est 391 millions, disons 400 millions qui pèsent sur les classes qui n'ont que leurs bras pour gagner leur vie.

Eh bien, cherchez en Europe une aussi équitable répartition de l'impôt. Vous ne la trouverez pas. Oui, il est vrai qu'en France, car il faut toujours avoir de la reconnaissance pour ceux qui l'ont méritée, grâce à la Révolution française, les classes laborieuses payent 400 millions, les classes propriétaires et aisées, 1 milliard 350 à 1 milliard 400 millions. Je mets au défi de contester avec fondement l'énumération que je viens de faire ici de la répartition des charges publiques en France. (*Très bien !*)

Messieurs, je suis long, mais vous pouvez voir que cette longueur est nécessaire et qu'elle peut être utile. (*Très bien ! Très bien ! — Parlez ! Parlez !*)

Maintenant, je prends le budget anglais. Dieu me garde de calomnier cette noble société anglaise, celle qui, en Europe, a le plus d'analogie avec l'état de notre civilisation, quoique très différente par les mœurs. Elle a la liberté, qui ne va pas vite comme les

révolutions, mais qui fait bien et sûrement. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

Dans la société anglaise, on peut dire avec vérité qu'il y a des classes riches. Cela ne signifie pas que l'Angleterre soit plus riche que la France, car, si j'entrais dans les détails, vous verriez qu'à tout prendre la France est encore le pays le plus riche, tout en étant celui des deux où la distribution est la plus équitable et où le mot aisance peut être appliqué à la situation des trois quarts peut-être de la société, tandis que le mot de richesse, de grande richesse, ne peut être appliqué que très rarement. (*Assentiment.*)

Assurément, en Angleterre, les classes élevées, les classes riches, n'ont pas voulu opprimer le peuple : elles n'ont pas eu cette intention. Non, c'est la nature des choses qui a fait que là on a déchargé la propriété pour faire porter les principales charges sur les consommations..... Je vous expliquerai comment tout à l'heure.

Au simple énoncé des chiffres principaux, vous allez voir à quel point la différence est frappante entre les deux budgets. Il faut le dire à l'honneur de l'Angleterre, le pouvoir y subit un contrôle tout-puissant, et ne peut pas entraîner le pays dans les guerres calamiteuses malgré sa volonté. (*Très bien!*)

Ce budget de l'Angleterre, je l'ai connu dans ma jeunesse, à 1 milliard 700, à 1 milliard 800, à 1 milliard 900 millions; il est aujourd'hui à 1 milliard 632 millions (*Mouvement*), tandis que, chez nous, il a passé de



4 milliard 500 millions à 2 milliards 100 millions et bientôt à 2 milliards 750 millions.

Voici comment se décompose le budget anglais.

Tout à l'heure je vous disais que, chez nous, les contributions directes rapportent 582 millions. En Angleterre, les mêmes contributions ne représentent que 87 millions. Ces impôts de l'enregistrement, du timbre, qui, chez nous comme en Angleterre, portent sur les déplacements de la propriété, ces impôts, dis-je, tandis qu'ils montent chez nous à 452 millions, n'atteignent que 230 millions en Angleterre.

Donc cette masse qui, en France, est de 1 milliard 34 millions, se réduit, en Angleterre, à 317 millions.

Voilà déjà une première différence qui est saisissante; la seconde ne l'est pas moins.

Vous avez vu que les impôts de consommation montent, en France, à 726, à 750 millions. En Angleterre, ils montent à 1 milliard 100 millions. Les douanes donnent 588 millions, et les contributions indirectes 511 millions. C'est ce qui explique comment, sans l'avoir voulu, sans l'avoir cherché, les classes riches (on peut appeler riches, en Angleterre, les classes qui possèdent cette propriété supportant une charge de 317 millions seulement), comment, dis-je, ces classes aisées ont pu par leur vote, sans réclamation du pays, sans révolte de sa part, faire peser 1 milliard 100 millions sur les classes laborieuses. C'est la nature des choses qui a amené ce résultat; si la nature des choses s'y était opposée,

assurément, dans ce pays libre, le vote n'aurait pas produit ce résultat régulier. Mais deux mots seulement vous feront comprendre comment cette énorme masse de 1 milliard 100 millions est sortie de la nature même des choses en Angleterre. En France, les douanes, en y ajoutant les sucres que j'avais laissés de côté tout à l'heure, donnent 148 millions; en Angleterre, elles donnent, je le répète, 588 millions, tabacs compris.

Voici le motif de cette différence. L'Angleterre, à cause de sa position insulaire, reçoit tout par la mer; il passe par ses ports de véritables torrents de richesses. Quand on établit un système d'impôts, on va toujours puiser aux sources les plus fécondes; les rivalités de classe à classe ne peuvent pas prévaloir contre l'indication du bon sens; on va naturellement prendre l'eau là où elle coule en plus grande abondance. Eh bien, 588 millions peuvent être perçus avec une facilité extrême sur tous les produits qui entrent dans les ports anglais; c'est ce qui fait qu'en Angleterre l'impôt coûte si peu de frais de perception, tandis qu'il coûte tant en France.

On a donc été porté naturellement à prendre l'argent quand il passait à travers les ports; il va de là tout droit à la Banque, et, avec très peu de frais de perception, l'impôt rentre dans les caisses de l'État.

Il y a une autre cause. Tandis que nous prenons au dedans la plupart des produits, l'Angleterre les reçoit du dehors. En France, nous demandons plus



de la moitié des sucres à notre territoire : l'Angleterre les prend au delà des mers, et cela ne lui répugne pas, car c'est donner en même temps à sa grande et puissante marine l'occasion de s'agrandir encore davantage. (*Assentiment.*)

Ce n'est pas tout encore. Les spiritueux, nous les tirons de notre propre sol : l'Angleterre, elle, les prend à l'étranger, ou bien dans une industrie dont je vous parlerai tout à l'heure. C'est encore là une des causes qui font qu'une partie de la richesse de l'Angleterre passe par les ports et vient d'elle-même se jeter dans les caisses de l'État.

Maintenant je dois parler de cette masse de 511 millions qui composent, dans le budget anglais, le total des contributions indirectes en dehors des douanes. Eh bien, voyons la différence entre les deux pays.

D'abord les tabacs ! De nos tabacs, à nous, les uns naissent sur notre propre sol ; les autres, nous les prenons à l'étranger.

L'Angleterre, elle, prend tous ses tabacs au dehors ; elle les manufacture chez elle, mais elle les prend ailleurs. Ensuite les boissons. Pour percevoir l'impôt sur les boissons, sur tous les spiritueux, il faut chez nous un bien autre travail que chez elle. Le fruit naît dans nos champs, et vous savez que, depuis deux siècles, nous nous efforçons de trouver les moyens les plus faciles, les moins coûteux, les moins douloureux, dirai-je, de frapper les boissons. Il faut aller chercher l'agriculteur qui se livre à la culture des vignes, il faut

l'aller chercher chez lui, frapper le produit quand il se déplace, le frapper à la porte des villes, puis le frapper encore chez le marchand au détail.

En Angleterre, les spiritueux qui n'entrent pas par les ports se fabriquent dans d'immenses brasseries ou d'immenses établissements où l'on fait tous les genres d'eaux-de-vie, et l'on peut quelquefois, chez un seul producteur, percevoir chaque année un million d'impôt.

Il est résulté de là que l'Angleterre, sans qu'il y ait eu contradiction, opposition même de la part des classes intéressées, a déchargé la propriété et a fait porter la plus grande masse des impôts sur les douanes et sur les contributions indirectes.

Ainsi s'explique, sans qu'il y ait eu oppression des classes supérieures sur les classes inférieures, ce budget qui vous présente 317 millions de contributions directes sur la propriété et 1 milliard 100 millions de contributions indirectes, y compris les douanes, ce qui fait à peu près 1 milliard 400 millions, qui portent, tout au plus, pour une moitié sur les classes riches, et, pour l'autre moitié, sur les classes travaillant et gagnant leur vie avec leurs bras.

Si je faisais maintenant sur le budget anglais une supputation comme celle que j'ai faite tout à l'heure sur le budget français, vous verriez, Messieurs, qu'en Angleterre les classes élevées, les classes riches, ne payent pas plus de 600 à 700 millions, et que les classes qui travaillent de leurs bras payent de 700 à 800 millions.



En présence d'un tel état de choses, lorsque de grands besoins se sont manifestés, n'était-il pas naturel de s'adresser à la fortune, à la richesse, et de lui dire : Vous êtes si peu imposée dans notre pays qu'il faut que vous le soyez davantage !

Je résume cette partie de ma discussion dans ces mots : la richesse en Angleterre était redevable au pays ; il était naturel de faire porter sur elle l'impôt du revenu.

En France, au contraire, les classes propriétaires et aisées, je l'ose dire, ne sont pas redevables au peuple français, car elles portent les trois quarts de la charge. (*Nombreuses marques d'assentiment.*)

Voilà, Messieurs, l'argument le plus fort qui, au point de vue de la vérité, je dirai de l'honnêteté, peut être invoqué contre l'impôt sur le revenu en France.

Une équitable répartition des charges publiques, due à la Révolution française, a fait porter sur les classes qui possèdent, sur les propriétaires, les petits comme les grands, je le reconnais, les trois quarts de ces charges ; et venir aujourd'hui, dans ces jours de détresse, les charger encore, ne serait pas chose équitable, je le répète au nom de l'honnêteté française, et personne ne contestera ce jugement.

J'oserai dire plus : je suis de l'avis de ceux qui affirment qu'on peut frapper la richesse deux fois. Oui, mais d'abord il faut voir si vous ne la ruinez pas et si, en la ruinant, vous ne ruinez pas, du même coup, l'acheteur qui prend les produits du peuple ; si vous ne

ruinerez pas celui qui est, pour ainsi dire, le débouché des produits du peuple, celui chez qui s'en fait le placement. Cependant je mets cette question de côté et je dis : Oui, si nous pouvons, par des moyens certains, positifs, clairs, surcharger encore l'aisance de la France, je le veux bien; mais votre moyen, quel est-il? C'est l'arbitraire!

Eh bien, c'est au nom de la justice et du repos de notre pays que je vous demande de n'introduire l'arbitraire nulle part, et surtout de ne pas l'introduire dans l'impôt! (*Très bien ! Très bien !*)

Aussi quand on dit : Il faut que la richesse paye deux fois, je le veux bien; et encore ne dites pas la richesse, dites l'aisance; mais je veux aussi que vous nous indiquiez des moyens avouables pour y parvenir.

Et ici encore, quelques mots, Messieurs, sur le budget anglais, qui sans doute nous est étranger, mais que je suis bien obligé d'examiner, puisque l'impôt qu'on veut nous imposer est emprunté à l'Angleterre.

On nous dit que l'*income tax* est devenu en Angleterre très supportable, qu'il n'est plus arbitraire; que, dans les premiers temps, il a été difficile à établir, mais qu'on s'y est habitué.

Il y a tout à la fois du vrai et du faux dans cette assertion.

Je ne dirai pas, car je craindrais de ne pas être vrai et d'accorder trop à mes adversaires, je ne dirai pas que l'impôt sur le revenu, lorsqu'il est apparu



pour la seconde fois, n'a pas rencontré de répulsion ; il en a rencontré une très grande, il en rencontre encore tous les jours. Mais ce qui est vrai, c'est qu'il est devenu plus supportable, et moi qui cherche la vérité très sincèrement et qui ne veux pas méconnaître ce qu'il y a de fondé dans l'assertion de ceux dont je combats l'opinion, oui, je l'avoue, la répulsion ou plutôt les souffrances de cet impôt sont devenues moindres. Mais, si, en Angleterre, cet impôt est devenu plus facile à supporter, je vais vous prouver qu'en France il serait intolérable.

Pourquoi est-il devenu plus supportable en Angleterre?

D'abord on prête à sir Robert Peel des pensées qu'il n'a pas eues. C'est un très grand personnage, un grand citoyen, auquel l'Angleterre a eu raison de rendre hommage. Oh! en Angleterre, l'envie ne dérobe jamais aux personnages éminents leur part de gloire, leur part de gratitude publique. (*C'est vrai! — Très bien! Très bien!*)

Oui, M. Peel est un grand et noble personnage, que son pays fait bien d'estimer; mais il faut pourtant que nous sachions quel est ce personnage, quelles ont été ses véritables pensées, et je n'y insiste un moment que parce qu'on veut faire de la grandeur de M. Peel un usage qui serait fâcheux pour la prospérité de la France.

On dit : M. Peel a changé la face de l'Angleterre ; l'*income tax* n'a été qu'un dédommagement de cette

immense prospérité qu'il a procurée à l'Angleterre par le libre échange.

Messieurs, voici les faits : grâce à mon âge, j'ai été le contemporain de ces faits ; je les ai vus, et voici la vérité. M. Peel n'est pas arrivé là de prime abord, comme un prophète qui aurait eu pour livre sacré le libre échange. Non, voici comment il y est arrivé.

Vers 1842, les whigs, à la veille de quitter le ministère, annoncèrent la réduction à moitié de l'impôt sur les céréales, cet impôt qui a été si violemment et si longuement discuté en Angleterre.

M. Peel, qui allait leur succéder, éprouva un moment de dépit très vif, et qui se conçoit, de voir qu'on cherchait, au moment où il entrait dans le cabinet, à lui susciter un aussi grand embarras, alors que, pendant toute la durée du ministère whig, on n'avait pas songé un seul instant à cette réduction de droits. Mais, prenant tout à coup son parti, il dit : « Ah ! vous voulez faire assaut de popularité ; ah ! vous proposez de supprimer la moitié des droits sur les céréales : eh bien, moi, je propose la suppression complète de ces droits ! »

Tous les hommes de mon âge se rappellent quelle émotion produisit en Angleterre cette annonce de l'abolition pure et simple des droits sur les céréales. M. Peel ne l'a pas dit, mais, sans le dire, sa pensée était de porter ce noble défi à l'aristocratie anglaise : Il est temps que vous sachiez payer votre influence d'une



partie de votre fortune, et que vous consentiez pour cela à l'abolition des droits sur les céréales.

L'aristocratie anglaise, éclairée, désintéressée, comme le sont les aristocraties quand elles sont en présence de la liberté, l'aristocratie anglaise accepta la proposition de M. Peel. Elle dit : Soit, je payerai mon influence par ce grand sacrifice.

Mais ce sacrifice, il n'était pas possible de l'imposer à la propriété anglaise sans imposer un sacrifice analogue à toutes les classes industrielles, et de là est né le libre échange ; et par là M. Peel, en s'en doutant, et peut-être aussi sans s'en douter tout à fait, était entré dans le sens des vrais intérêts anglais.

Je suis, on veut bien le reconnaître, et c'est un reproche qu'on croit m'adresser, je suis un vieux et constant protectionniste. Cependant, vous avez pu le voir par la dernière négociation avec l'Angleterre, je ne le suis pas jusqu'à compromettre les intérêts de la politique française ; mais dans l'intérêt de la production, je suis partisan de la protection qu'on peut avouer, car c'est la protection de l'industrie nationale. Eh bien, moi, vieux protectionniste, je vous le déclare : si j'étais Anglais... et, certes, je ne regrette pas d'être Français ; la France, c'est mon pays, c'est mon cœur !... (*Mouvement.*) Mais si j'étais Anglais, je serais libre échangiste. (*Nouveau mouvement.*) Oui, la grande œuvre de M. Peel a été de lancer l'Angleterre dans le sens de ses vrais intérêts.

L'Angleterre n'avait à craindre la concurrence d'au-

cun pays. Non pas sous le rapport de la perfection des produits, à cet égard elle ne pouvait pas lutter avec nous ; mais sous le rapport du bon marché, elle n'avait pas de rivale, et, par le libre échange, elle a fait une magnifique fortune ; aussi elle a raison, quoique sir Robert Peel n'en ait pas eu la pensée tout d'abord, elle a raison de lui en savoir gré ; et cela me ramène à mon sujet.

Oh ! oui, l'impôt sur le revenu, en Angleterre, est arrivé au monde dans des circonstances heureuses. On dit quelquefois que les fées ont assisté à la naissance de certains princes ; on peut dire aussi qu'une bonne fée assistait à la naissance du libre échange. Il a permis de diminuer tous les autres impôts, et il a fait de Londres le plus grand marché de l'univers, tandis qu'en l'introduisant chez nous on a ruiné nos ports. (*Légères rumeurs.*)

Oui, oui, Messieurs, nous discuterons cela une autre fois. (*Très bien ! Très bien ! — Applaudissements.*)

L'impôt sur le revenu a eu pour accompagnement, en Angleterre, une réduction sur la plupart des taxes ; ce qui a contribué à le rendre un peu moins impopulaire, bien qu'il le soit toujours.

Mais voici surtout ce qui lui a enlevé un peu de son impopularité ; c'est qu'une partie de l'arbitraire a disparu, et voici comment. Le double emploi que l'impôt sur le revenu ferait en France n'existe pas en Angleterre ; c'est en cela que se montre la différence des deux situations, et ce qui fait comprendre que



l'impôt sur le revenu perd tous les jours de son arbitraire en Angleterre, tandis qu'au contraire, en France, cet arbitraire augmenterait tous les jours.

Voici comment. Les personnes n'étaient pas atteintes en Angleterre, et les propriétés ne l'étaient presque pas. Alors les percepteurs de l'impôt sur le revenu ont eu des bases sur lesquelles ils ont fait reposer cet impôt. On s'est adressé aux propriétaires... La terre ne paye rien que le reste du rachat exécuté jadis par M. Pitt, 28 millions. Alors on a dit aux propriétaires de la terre, aux fermiers : Mais vous pouvez bien payer une portion de l'impôt ! Et l'on a mis sur la terre 68 millions, puis sur les fermiers 9 millions.

Il n'y avait aucune difficulté, la terre n'étant pas déjà imposée ; on ne pouvait pas soulever de révolte, lorsque, aux propriétaires de ce sol si riche et si bien cultivé de l'Angleterre, on demandait 70 millions, alors qu'on demande 300 millions et plus au sol de la France ; on n'a pas rencontré de résistance, et l'on a trouvé là une base toute naturelle, qui supprime une grande partie de l'arbitraire.

Puis on s'est adressé aux rentes, aux valeurs de Bourse. Vous savez combien la masse des propriétés mobilières est grande en Angleterre ; c'est le pays qui possède le plus de valeurs mobilières. On a réparti sur ces valeurs 17 millions. Ce n'était pas bien difficile. On avait d'ailleurs une base : les rentes en Angleterre se payent à la Banque ; on a sous la main la plupart des grandes administrations. On a perçu très

facilement 17 millions sur l'immense capital de valeurs mobilières qui existe dans cet opulent pays.

Sur le commerce et sur les professions industrielles nous frappions déjà 110 millions. En Angleterre, il n'y avait pas d'impôts. Eh bien, on s'est adressé à ces classes, où l'on trouve encore quelque résistance, et on leur a demandé 93 millions. Enfin, sur les traitements et salaires, 11 millions.

On vous l'a dit, il faut, pour que l'impôt soit accepté, qu'il soit modéré; c'est vrai, mais la propriété, les fermes, les personnes, les valeurs mobilières, rien de tout cela ne supportait d'impôt en Angleterre, et, tandis qu'on leur demandait 200 millions, chez nous, la propriété et tous les genres de propriété supportaient près d'un milliard.

Il n'est donc point étonnant qu'on n'ait pas été obligé de recourir à des mesures vexatoires et qu'on n'ait pas rencontré l'opposition qu'on rencontrait alors que l'*income tax*, à sa première apparition, représentait 300, 400, 500, 600 millions. Les bases du nouvel impôt étaient libres, elles ne supportaient rien; aussi, quand on a fait porter sur elles l'*income tax*, il n'y a pas eu de très grandes difficultés.

Lorsqu'on nous dit que l'impôt en Angleterre s'est peu à peu popularisé, je réponds : Non! car tous les ministres des finances qui se succèdent rangent au nombre de leurs titres de gloire les réductions qu'ils ont faites sur l'*income tax*. Mais ce qu'il y a d'étonnant, Messieurs, c'est qu'ils n'aient pas rencontré la



résistance qu'ils auraient certainement rencontrée chez nous. Chez nous, au contraire, voyez la différence : quand vous voudrez frapper la terre et que vous direz à un propriétaire : « Vous avez tant d'hectares de terres cultivées ; eh bien, vous donnerez quelque chose à l'impôt sur votre revenu », il vous répondra : « Mais je paye déjà 6 ou 8 pour 100 sur ma terre ! » Quand vous vous adresserez aux personnes et que vous direz : « Par votre profession vous devez gagner beaucoup d'argent ! Vous êtes un avocat éloquent, vous êtes un grand banquier, vous avez fait beaucoup d'affaires cette année-ci », on vous répondra : « Oui ; mais nous payons déjà 110 millions sur les patentes. » Tel banquier vous dira : « Je paye 10,000 francs pour ma contribution mobilière, je paye 10,000 francs de patente, cela fait 20,000 francs. » Eh bien, le percepteur sera quelque peu embarrassé, et, si vous parcourez toutes les natures d'impôt que représente l'*income tax* appliqué en Angleterre, vous verrez que, chez nous, le taxateur trouverait de la résistance s'il voulait se servir de ces bases-là.

Je le répète, tout le nœud de la question est là, entendez-le bien ; si le taxateur veut se servir de ces bases dont on se sert si facilement en Angleterre, on répondra au taxateur : « Que dites-vous là ! Je paye déjà tant d'impôt sur la terre, tant d'impositions mobilières, je paye tant pour les patentes ! » C'est ce qu'on ne pouvait pas dire en Angleterre. Et alors, que fera votre taxateur ?

Savez-vous ce qu'il fera ? Il n'ira pas dire qu'il s'appuie sur la terre, sur les contributions mobilières et personnelles, il dira au contribuable : « Vous avez 20,000 livres de rente, vous en avez 40,000, vous en avez 50,000. » C'est précisément là l'arbitraire ! C'est qu'en France vous ne pouvez pas rencontrer une personne, une propriété, une classe de personnes, qui ne payent déjà beaucoup. Et alors, ne sachant que dire au contribuable, le taxateur ajoutera : « On sait très bien que vous êtes riche ! » Vous êtes riche ! voilà la base de l'impôt. (*Très bien ! Très bien ! — Applaudissements.*)

Eh bien, messieurs, vous figurez-vous quelle sera la situation d'un gouvernement obligé de dire au contribuable : « Nous savons que vous avez 20,000, 30,000, 40,000 livres de rente ? » Comment, Messieurs, vous allez donner ce droit à un gouvernement ? Vous allez établir une telle inquisition dans votre pays, lorsque les bases qui permettent, en Angleterre, de le faire avec une certaine équité, lorsque ces bases nous manquent absolument, lorsqu'elles se refusent à vous, en alléguant les charges qu'elles supportent ? Je dis que cela est impossible, que c'est créer dans le pays un arbitraire intolérable et des plus funestes. (*Très bien ! Très bien !*)

Et, à ce sujet, permettez-moi de vous montrer en peu de mots l'histoire de l'arbitraire dans l'impôt sous l'ancien régime, et de vous indiquer ce que, probablement, l'arbitraire serait dans l'impôt nouveau en France. Cela m'amène à remonter un peu vers le passé et à



vous dire, ce dont on vous parlait l'autre jour, quel était, dans l'ancien régime, l'impôt qui représentait celui que vous seriez prêts à créer.

MM. Raudot et Teisserenc de Bort vous ont dit avec raison, l'un que c'était l'impôt du dixième, l'autre que c'était la taille.

C'est, en effet, l'un et l'autre. Et ceci est curieux, bien curieux ! Car vous allez voir ce que l'arbitraire dans l'impôt peut faire dans une société, je ne dirai pas parfaitement heureuse, mais très grande, pas toujours heureuse, mais toujours grande, et qui vivait dans un repos profond sous une autorité non contestée ; vous allez voir ce qu'était devenu l'arbitraire dans l'impôt ; ce qu'était la taille. Je vais vous le prouver avec la dernière évidence et un admirable monument à la main. C'est la taille, la taille qui a inspiré ce livre admirable : *la Dîme royale*, de Vauban. (*Mouvement.*) L'impôt du dixième, dont a parlé l'honorable M. Teisserenc dans son excellent discours, n'est qu'une réminiscence du travail de Vauban. Vauban avait montré tous les inconvénients de la taille.

On s'est souvenu quelquefois de son livre dans le XVIII<sup>e</sup> siècle ; on lui a fait des emprunts, et l'on a imaginé l'impôt du dixième qui devait frapper la propriété. C'était la taille, dont vous allez voir l'utilité pratique en ce moment.

Il y avait les aides, qui portaient sur la consommation et qu'on percevait dans les populations agglomérées. C'était une des tyrannies de ce temps-là ; mais

vous verrez que tout le monde invoquait cette tyrannie, tant celle de la taille était plus grave. Les populations non agglomérées qui n'arrivaient pas jusqu'à la banlieue des villes, mais qui s'étendaient sur tout le territoire, supportaient la taille ; elles étaient, comme on l'a dit dans le temps, « taillables et corvéables à merci et miséricorde ». La taille portait indistinctement sur toute espèce de revenu ; elle suivait le propriétaire et toutes les apparences de l'aisance. Et vous allez voir quel usage on faisait des apparences de l'aisance. Elle portait sur tous ; et l'arbitraire l'avait rendue intolérable, à ce point qu'on ambitionnait de passer sous le régime des aides.

Il y avait ensuite les douanes intérieures, et puis l'impôt du sel qui constituait une charge considérable.

Les tailles, à elles seules, représentaient, d'après Vauban, environ la moitié de la totalité de l'impôt, soit 60 millions.

Il est difficile de donner aujourd'hui l'équivalent de 60 millions de ce temps-là. Je ne veux pas apporter ici des calculs que j'ai faits bien des fois à un point de vue historique ; mais je crois que l'on serait dans le vrai en multipliant par dix. Je pourrais en donner une quantité de preuves. A cette occasion, je dirai que cette échelle qu'on veut établir d'après le prix du blé est une fausse échelle, parce qu'elle est exclusive. Il faut, pour se faire une idée des valeurs, voir ce qu'on peut se procurer, à chaque époque, non d'une seule chose,



mais de toutes choses avec une somme d'argent donnée.  
(*Assentiment.*)

En prenant cette base, que j'ai employée pour des époques différentes de l'histoire, on peut dire que 60 millions d'alors représenteraient aujourd'hui à peu près 600 millions.

Cet impôt était devenu, pour cette société si tranquille, car, certes, sous Louis XIV elle a été, pendant soixante ans, profondément tranquille, cet impôt, dis-je, était devenu quelque chose d'insupportable.

Je vais vous lire une ou deux pages dont la lecture ne vous fera pas de peine, parce qu'elles sont le langage d'un honnête homme, s'il y en a eu sur la terre. Le pauvre Vauban, cet homme admirable, la gloire de notre nation, je dirai la gloire de l'homme vertueux, cet homme dont ce médisant de génie qu'on appelle Saint-Simon n'a pas osé médire... (*Sourires*), Vauban, le seul devant lequel il s'est arrêté, car il avait médité même de Fénelon, qui cependant dominait la société élevée de son temps; « cet homme, disait-il, qui avait un air de guerre qui lui donnait presque quelque chose de féroce, quand on l'approchait, on était touché de sa douceur, de sa bonté »; cet homme dont la bravoure prenait tous les dangers pour elle, car on l'avait vu dans un siège monter la nuit sur les épaulements, et aller lui-même faire des reconnaissances pour épargner cette peine et ces dangers à ses lieutenants, cet homme admirable qui, lorsqu'il ne faisait pas la guerre, faisait nos routes, nos canaux, très aimé de son roi et l'ai-

mant profondément, voulut lui donner des conseils; il en donna au roi, qui ne les reçut pas, et il fut disgracié. (*Mouvement.*) Mais il ne mourut pas, comme Racine, de chagrin d'avoir déplu au roi; il mourut de son grand âge et de ses longs services, faisant des vœux pour que le gouvernement de son roi s'éclairât, et, si ce roi avait voulu s'éclairer, ce jour-là il eût produit la première des œuvres de la Révolution française, un siècle et demi avant elle. (*Très bien! Très bien!*)

Voici ce que cet homme admirable proposa. Il parcourait sans cesse le pays, souvent à pied, et personne n'avait fait une statistique plus exacte de l'état de la France.

Il avait remarqué que la dîme ecclésiastique se percevait avec une facilité extrême. Le clergé avait des fermiers habiles, de grands magasins; on plaçait la dixième gerbe dans ces magasins, ces gerbes étaient vendues, et le revenu était perçu sans difficulté, sans révolte, avec très peu de frais de perception. Savez-vous pourquoi? Parce que la base de la perception était simple : on allait sur les meules une fois formées et l'on disait : « Il y a tant de gerbes, il nous faut la dixième ! »

Eh bien, Vauban disait (vous allez voir que je suis dans mon sujet) : « Pour éviter l'arbitraire, pourquoi ne pas adopter une dîme, qu'on appellerait la dîme royale? »

Alors dans ce livre si touchant, cet honnête homme



sans ambition, même sans l'ambition de la gloire, et il aurait eu tort d'avoir cette ambition, car sa gloire était immense, chercha le bien ; il fit le travail le plus détaillé pour apprécier avec une exacte justice, non seulement les produits de la terre, afin d'en prendre le dixième, mais le revenu de chaque classe et enfin les revenus provenant des émoluments qu'on recevait, et il dit au roi : « Tout le monde payera la dime, vos plus grands serviteurs », ce que nous appelons aujourd'hui les plus grands fonctionnaires, « les princes, les maréchaux, tout le monde la payera ». Et il prouvait qu'en diminuant ou supprimant l'arbitraire, on doublerait les revenus de l'État.

Dans son livre, et c'est ce qui fait que je suis dans la question, il ne s'occupait que d'une chose : non pas de diminuer le poids de l'impôt, il le trouve indifférent, mais de repousser l'arbitraire, et il cite de nombreux exemples, dont un des plus curieux et des plus instructifs est celui-ci. Autour de Rouen, il y avait trente-cinq communes qui composaient la banlieue de cette ville, et qu'on avait fait passer du régime de la taille au régime des aides. Il était allé voir ces communes, il vit qu'elles respiraient l'aisance, le bien-être, et que tout le monde dans les environs demandait comme une faveur du ciel de passer sous le régime des aides (et cependant le régime des aides était des plus durs, nous ne le supporterions pas aujourd'hui), échappant ainsi à l'arbitraire, au régime des collecteurs de taille. Savez-vous ce qu'on avait imaginé pour rendre

26 DÉCEMBRE 1871.

47



moins tyrannique ce régime des tailles? Chacun était taxateur à son tour, et chacun rendait à son voisin ce qu'il en avait subi auparavant. (*On rit.*) Eh bien, même avec cette peine du talion infligée à tous les taxateurs présents et futurs, la taille était si révoltante qu'on regardait comme un bienfait du ciel de passer sous le régime des aides.

Vous direz peut-être : C'est que l'impôt était réduit ! D'après ce que dit Vauban, ces communes, qui payaient 25,000 livres du temps, transportées au régime des aides, en payaient 45,000. Elles se regardaient comme heureuses, et tout le monde enviait leur sort.

Il en cite un autre exemple. La petite ville de Honfleur, qui payait 25,000 livres sous le régime de la taille, avait consenti, pour passer sous le régime des aides, à payer 100,000 livres, qui devaient être consacrées à tous les travaux du port, et uniquement parce qu'à cette condition, au lieu de la persécution, de l'arbitraire, on était dans un repos relatif.

Permettez-moi de vous citer une page de Vauban, pour que vous voyiez que je n'exagère rien, et vous apprécierez comme moi le langage expressif et frappant de l'honnête homme.

« On se plaint partout, et avec raison, de la supercherie et de l'infidélité avec laquelle les commis des aides font leurs exercices; on est forcé de leur ouvrir les portes autant de fois qu'ils le souhaitent... (c'est l'exercice que nous avons aujourd'hui), et, si un malheureux, pour la subsistance de sa famille, d'un muid



de cidre ou de poiré en fait trois, en ajoutant deux tiers d'eau, comme cela se pratique souvent, il est en risque, non seulement de tout perdre, mais encore de payer une grosse amende; il est bien heureux quand il en est quitte pour payer l'eau qu'il boit. » (*On rit.*)

« Tout cela, néanmoins, continue Vauban, n'est compté pour rien, quand on considère que, dans les paroisses taillables, ce n'est ni la bonne ou mauvaise chère, ni la bonne ou mauvaise fortune qui règle la proportion de l'imposition, mais l'envie, le support, la faveur et l'animosité, et que la véritable pauvreté ou la feinte y sont presque toujours également accablées; que si quelqu'un s'en tire, il faut qu'il cache si bien le peu d'aisance où il se trouve que ses voisins n'en puissent pas avoir la moindre connaissance; il faut même qu'il prenne ses précautions jusqu'au point de se priver du nécessaire pour ne pas paraître accommodé... » Cela veut dire dans l'aisance.

Et il ajoute :

« Enfin les habitants des paroisses de la banlieue se pourvoient d'un habit contre les injures de l'air, sans craindre qu'on tire de cette précaution des conséquences contre leur fortune, pendant qu'à un quart de lieue de leurs maisons ils voient leurs voisins, qui ont souvent bien plus de terres qu'eux, exposés au vent ou à la pluie avec un habit qui n'est que de lambeaux, persuadés qu'ils sont qu'un bon habit serait un prétexte infaillible pour les surcharger l'année suivante. » (*On rit.*)

Eh bien, si vous lisiez tout cet admirable livre, vous verriez les exemples innombrables qu'il cite de la tyrannie qui vient de l'arbitraire dans la répartition de l'impôt, et vous verriez qu'il n'exagère rien, car vous savez que, dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, cet état s'était encore aggravé. Tous les économistes ont cité, et sans doute vous avez tous dans la mémoire un passage de Rousseau qui raconte une rencontre qu'il fit dans les champs. Il était fatigué, épuisé de la course qu'il venait de faire; il s'arrêta chez un paysan qui lui fit le plus mauvais accueil, qui ne lui donna que des mets qui étaient presque inacceptables. Après qu'il l'eut rassuré, et qu'il lui eut montré qu'il n'était pas un agent du fisc, le paysan leva une trappe et il sortit de là de quoi lui faire le meilleur repas. Puis il voulut payer. A ce moment où l'homme qui a donné une hospitalité intéressée, au lieu d'être soucieux devient satisfait, le paysan devint tout à coup soucieux et ne voulut pas accepter le prix du repas qu'il avait fait faire à son voyageur. Enfin, dit Rousseau, ce malheureux cachait son bien-être et n'osait pas me montrer son vin par peur du commis des aides, son pain par peur du taxateur des tailles, et il était obligé d'afficher la misère pour échapper à la tyrannie de l'impôt.

Il y a là des pages que je ne veux pas lire, mais qui vous rappelleraient, à l'éloquence près, beaucoup des pages écrites aujourd'hui sur la tyrannie de l'impôt.  
*(Rires approbatifs au centre et à droite.)*



Voilà l'arbitraire de l'impôt dans l'ancien régime. Je sais bien que, grâce à la Révolution française, non seulement la législation de l'impôt est changée, mais que même les mœurs de l'impôt sont changées, et qu'aujourd'hui le commis des aides et le taxateur n'auraient pas cette brutalité-là. Mais prenez garde : si nos mœurs sont améliorées, les partis ne le sont pas. (*Mouvement.*) Comment, dans un pays profondément agité comme le nôtre, vous investiriez quelqu'un d'un pouvoir arbitraire dans l'impôt ! Quoi ! vous permettriez à un gouvernement, quel qu'il fût, de dire aux contribuables : Vous avez 10,000, 20,000, 30,000, 40,000, 50,000 francs de rentes ! Vous le permettriez à quelqu'un ? (*Non ! Non !*) C'est impossible ! (*C'est vrai ! C'est vrai !*)

Nous avons tous passé depuis quarante ans sous les gouvernements les plus divers ; nous avons vu tomber trois fois la monarchie, une fois la république ; nous avons vu ce mouvement torrentiel des révolutions passer d'un gouvernement à un autre. Vous figurez-vous la société française taxée par celui qui se serait emparé du pouvoir par hasard, et qui en userait comme on use d'un pouvoir qu'on n'a que pour quelques jours ? Quoi ! vous allez remettre à ces taxateurs improvisés le soin de décider de votre fortune ?

Je prévois la réponse, on dira : Mais ce ne sera pas le pouvoir seul !

Oh ! je sais bien ; mais qui ? Les conseils municipaux ? (*Sourires sur quelques bancs.*) Quoi donc ? Ce

n'est plus le pouvoir qu'on se disputera, ce sera la faculté, la puissance de taxer. (*C'est cela! — Très bien!*)

Quoi! à toutes les causes qui nous divisent, à toutes les raisons qui rendent l'élection nécessaire, oui, heureusement nécessaire, car l'élection plus librement pratiquée nous aurait évité les maux sous lesquels nous ne succombons pas, mais sous lesquels nous plions cependant... (*C'est vrai! Ce n'est que trop vrai!*) Ce n'est pas l'élection que je crains; j'accorde qu'elle intervienne et qu'elle contribue, en formant par exemple la majorité du conseil municipal, à répartir les charges de l'impôt; mais à toutes nos causes de division, comprenez-vous qu'on ajoute une nouvelle cause aussi puissante de perturbation, et que, dans les élections, on se dispute la faculté de reporter l'impôt à droite ou à gauche?... (*Sensation. — Très bien! Très bien!*) Non, Messieurs, vous ne commettrez pas une telle faute.

M. LE COMTE DE BOIS-BOISSEL. — N'ayez pas peur! (*On rit.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — Je demande à droite comme à gauche, je demande à gauche comme à droite, qu'on ne se laisse pas leurrer par les mots et qu'on ne devienne jamais les complices de l'arbitraire. De l'arbitraire, il n'en faut nulle part, en aucune chose, ni en haut ni en bas. (*Très bien! Très bien!*)

Et ici, Messieurs, je parle comme toujours avec une conviction profonde; mais, croyez-moi, vous qui voulez



faire un essai loyal de la République, et vous avez raison... (*Rumeurs sur quelques bancs. — Assentiment sur les autres*), il faut le faire loyal; il ne faut pas être des comédiens qui essaieraient d'une forme de gouvernement avec le désir secret de le faire échouer. (*Très bien! Très bien!*)

Cet essai, il faut le faire sérieusement, sincèrement, et, je le vois tous les jours à vos votes si sensés, nous le voulons tous. (*Rumeurs à droite.*) Non, encore une fois, nous ne sommes pas des comédiens, nous sommes des hommes sincères, nous voulons faire cet essai loyalement... (*Nouvelles rumeurs sur quelques bancs à droite. — Très bien! Très bien! et applaudissements à gauche.*)

Messieurs, je voudrais vous unir et non pas vous diviser. (*Très bien!*)

Eh bien, je sais qu'en vous parlant de loyauté, je ne vous divise point; je vous unis au contraire. (*Très bien! Très bien!*)

Je m'adresse à ceux qui veulent que cet essai réussisse, et je suis sûr que c'est m'adresser à toute l'Assemblée; mais je m'adresse spécialement à ceux qui se font de la République un souci continuel, et je suis du nombre... (*Mouvement*), je leur demande, au nom du vœu secret, du vœu profond de leurs cœurs, de mettre, sous la République, de la justice partout; je les supplie, eux qui souvent nous parlent du peuple avec chaleur et sincérité, d'honorer ce peuple; je les supplie de ne pas faire comme a fait le pouvoir absolu

(*Très bien!*) qui a voulu flatter le peuple, en lui donnant des lois dont il s'est ensuite servi contre lui, quand le peuple croyait s'en servir lui-même contre d'autres. (*Vive adhésion.*)

N'imites pas le pouvoir despotique, qui flatte les masses en les trompant; unissez-vous à moi pour traiter le peuple, non pas en enfant qu'on flatte pour le corrompre, mais en homme fait, qui est capable d'entendre la raison, mais en honnête homme, qui est capable d'aimer et de pratiquer la justice. (*Très bien! Très bien!*)

Dites-lui que l'impôt ne doit pas être arbitrairement réparti, qu'il ne faut pas, en essayant de le faire peser sur les riches, aller le faire peser tantôt sur les uns, tantôt sur les autres, et rarement suivant l'équité.

Dites-lui que le mot richesse est un mot que les partis peuvent jeter à l'envi, mais qui a un autre sens pour une nation libre. Il faut que celui-là seul paye l'impôt qui peut le payer, et quand on peut prouver qu'il est en état de le payer, uniquement quand on peut le prouver, et non pas sur de simples allégations, de façon qu'il suffise de dire aux contribuables : « Vous êtes riches. » Non, il ne faut pas que ce soit la volonté du taxateur qui décide; il faut qu'on puisse faire reposer l'impôt sur la preuve incontestable de la richesse. (*Très bien!*)

C'est à ce titre que je vous demande de repousser cet impôt général du revenu; je vous supplie de le repousser.



Oh ! je sais bien qu'il sera repoussé, mais je vous supplie de le repousser à une majorité très grande. Vous ferez ainsi plus de bien à la République que par le vote contraire. (*Très bien !*)

Je m'arrête ici, Messieurs : je pourrais aller plus loin ; je pourrais, en regard, en opposition avec l'impôt sur le revenu, vous montrer des impôts qui vous fourniront le moyen d'échapper à cette nécessité dont on parlait ; je pourrais vous prouver que la nécessité n'est pas là ; mais j'anticiperais sur le sujet de nos discussions prochaines. Aujourd'hui je me borne, au nom du gouvernement et de tous mes collègues sans distinction, à repousser l'impôt du revenu établi sur l'ensemble des ressources du contribuable.

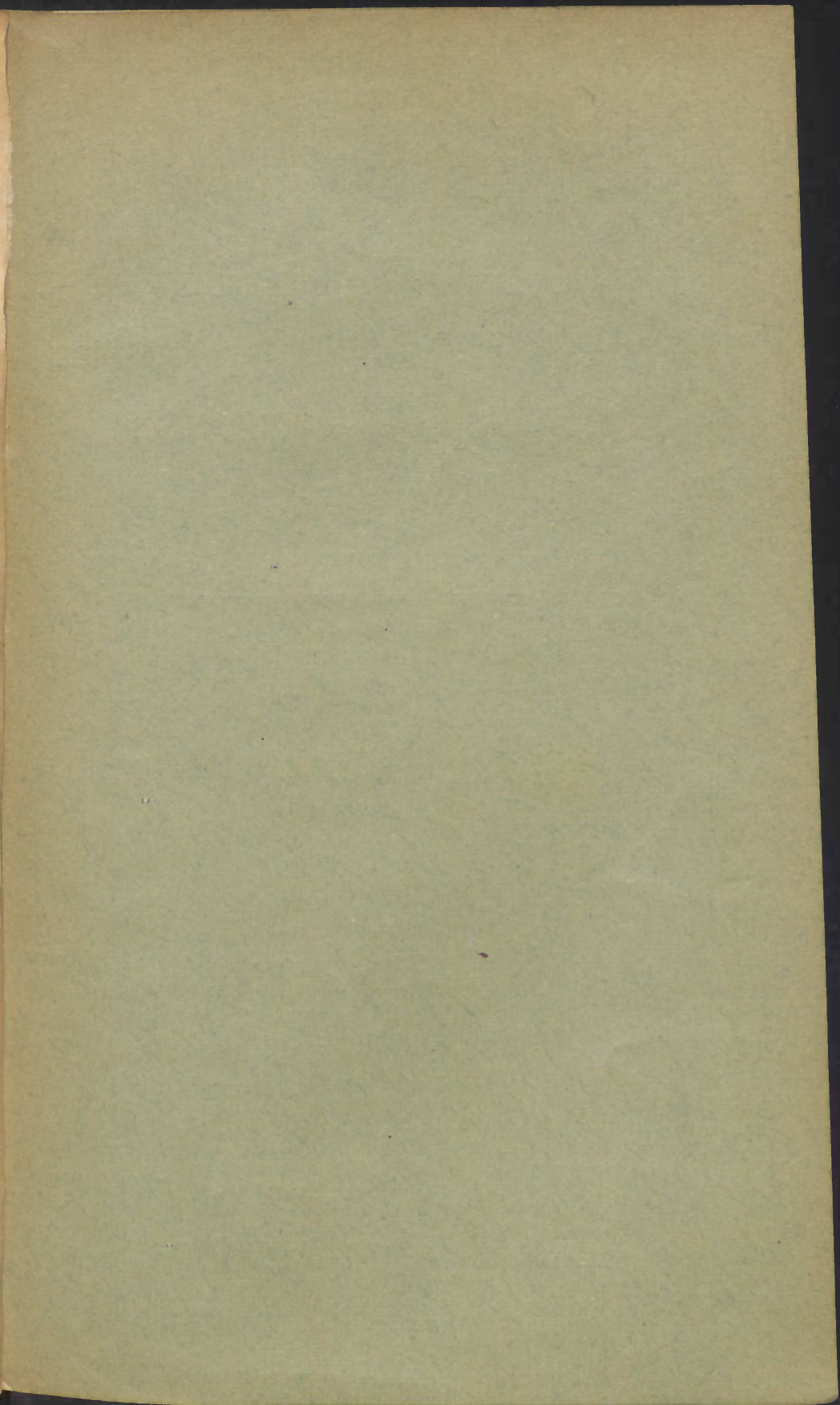
(*Vives et nombreuses marques d'approbation. — Applaudissements prolongés.*)

La proposition Wolowski fut rejetée, et la majorité de la commission du budget, considérant que le projet présenté par elle rencontrerait, de la part du gouvernement, la même opposition, fondée sur des raisons plus concluantes encore, le retira.







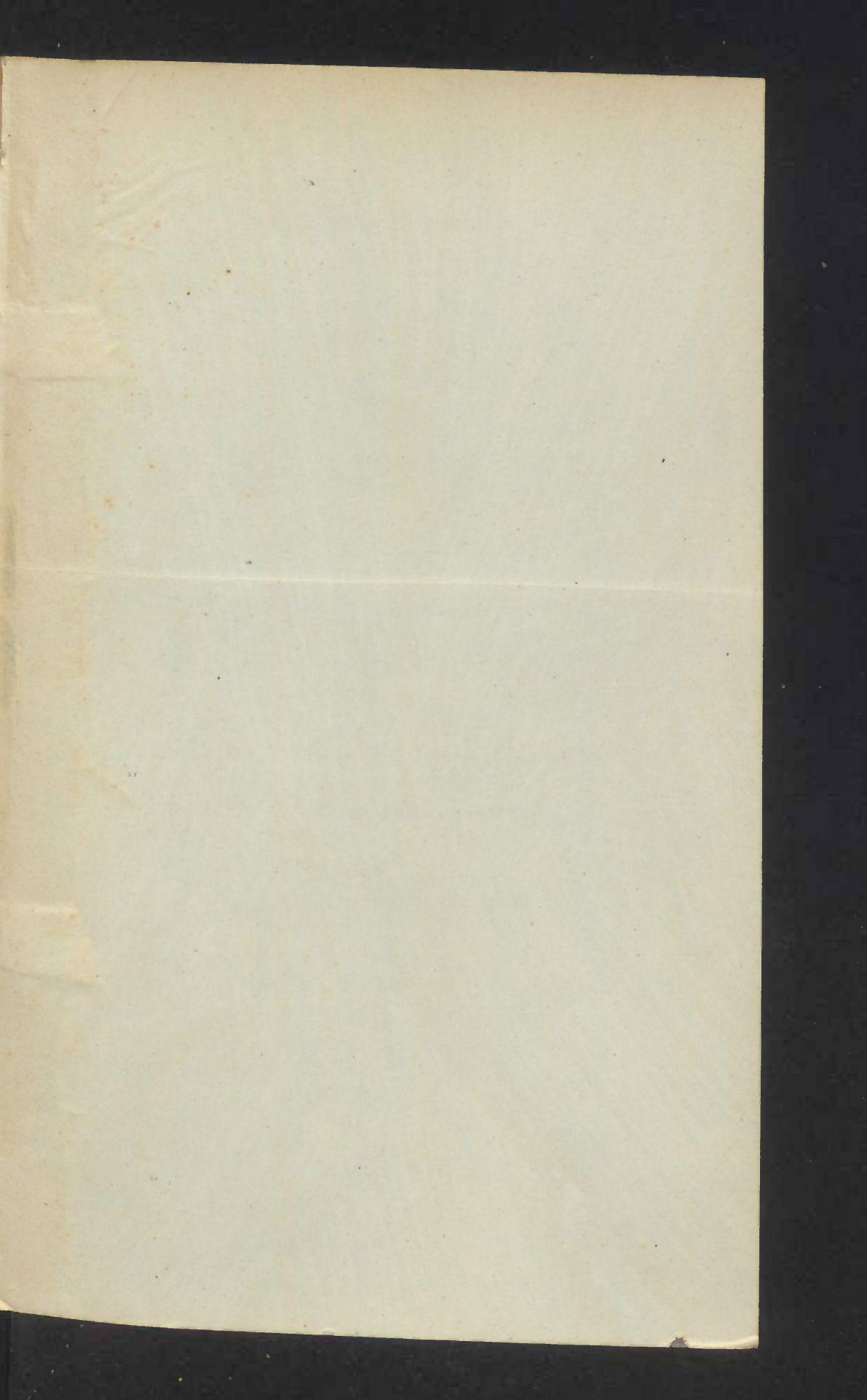




---

11835. — LIB.-IMP. RÉUNIES, MAY ET MOTTEROZ DIRECTEURS,  
7, rue Saint-Benoît, Paris.

---







206\$07963106